

# Régionalistes bleus et rouges chauffent

INSTITUTIONS Transférer l'enseignement ? L'idée gagne en Wallonie comme à Bruxelles

► Trois députés wallons PS, avant eux deux MR, ont relancé l'idée de liquider à terme la Communauté française.

► De quoi parle-t-on ?

Trois parlementaires socialistes remontent au front sur la régionalisation de l'enseignement. Deux libéraux-réformateurs s'étaient avancés avant eux. Que se passe-t-il ?

**1 Dominants.** Jadis marginaux politiquement et culturellement, « rebelles » disait-on, les régionalistes dominent désormais au sud du pays. Flash-back : le « combat » wallon faisait rage sous André Renard, dans les années soixante, et avait vu se déchaîner les passions une vingtaine d'années plus tard autour du foyer fouronnais, se traduisant graduellement dans les faits

au plan institutionnel, au travers de réformes de l'Etat successives, avec, au passage, l'affirmation des Régions. La situation aujourd'hui : la sixième réforme de l'Etat, conclue fin 2011, a accentué le fait régional, transférant une série de compétences à cet étage de (ce qu'il reste de) la maison Belge.

Quid, dans cette dynamique régionale, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, ou Communauté française dans son appellation constitutionnelle ? L'instance « francophone » est compétente en matière d'enseignement, de culture, d'aide à la jeunesse et de sport essentiellement. L'idée : « simplifier » les institutions au sud du pays, en transférant ces compétences côté wallon et côté bruxellois.

En ce sens, dans la *Libre Belgique* et à la RTBF mercredi, trois députés socialistes wallons, Christophe Collignon, Pierre-Yves Dermagne et Nicolas Martin (à noter que la présence de l'ex-mayeur montois faisant

fonction parmi les signataires de la carte blanche est lue par certains comme une forme de défi à Elio Di Rupo), plaident pour la régionalisation de l'enseignement, comme Pierre-Yves Jeholet et Jean-Luc Crucke l'avaient fait dans *Le Soir*, au nom du MR.

Et, on l'a dit, ces élus (côté wallon, Jean-Claude Marcourt, discret aujourd'hui, est un peu le chef de file) ne sont pas isolés. Le fait nouveau (nouveau, disons depuis la conclusion de la sixième réforme de l'Etat) étant que les Bruxellois, jadis radicalement communautaristes, ont viré et sont preneurs (pas tous : Charles Picqué, entre autres, reste attaché à l'union des francophones) d'une régionalisation accrue. Eux aussi verraient bien l'enseignement, pour des raisons d'efficacité, d'adaptation aux réalités sociales et économiques, argumentent-ils, passer aux mains des Régions, tout en préservant un lien symbolique (une « coupole ») entre francophones de Bruxelles et de Wallonie.

**2 Divisés.** Si l'idée domine, on l'a dit, elle continue de diviser, même si c'est en mode mineur. La messe n'est pas dite – elle ne l'est jamais. Au sein du PS, alors que Willy Demeyer tempère (lire ci-contre), Rudy Demotte, ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, déclarait hier qu'il ne fallait pas « jeter le bébé avec l'eau du bain », et qu'en matière d'enseignement, l'institution devait conserver le pouvoir « normatif » ; au MR, la tendance « Communauté » (le parti de Jean Gol et de la « nation francophone » !) n'a pas rendu les armes. Ne parlons pas du CDH (d'Ecolo, du FDF), où Joëlle Milquet, qui a le portefeuille de l'Enseignement, tonne « contre le suicide de l'unité francophone et un cadeau dangereux à la N-VA ».

On voit se dessiner un axe rouge-bleu. D'aucuns interprètent allègrement : les uns et les autres se positionnent en vue d'une future possible collaboration PS-MR dans les entités fédérées.

**3 Et maintenant ?** Rien dans l'immédiat. Il n'est pas question de réformer les institutions francophones durant cette législature. Ajoutez que le transfert de l'Enseignement aux Régions (à la Région bruxelloise, bilingue) nécessiterait de modifier la Constitution, donc une nouvelle réforme de l'Etat, ce dont les francophones disent (tous !) ne pas vouloir – lire Rudi Vervoort en page 6. En attendant 2019, le PS s'oriente vers un « chantier des idées » voué aux identités wallonne et bruxelloise où il s'agira d'ouvrir grand le débat, et de (re) fixer la ligne. Sachant qu'Elio Di Rupo ne ferme aucune option, mais n'imagine pas, dit-on, de programmer d'emblée la liquidation de la Fédération Wallonie-Bruxelles, parce que ce serait déstabiliser les édifices en place tant bien que mal, et parce que le risque de voir le débat (entre les partis comme en leur sein) dégénérer, sous les yeux de la N-VA, n'est pas nul. ■

DAVID COPPI

## INTERVIEW

### Willy Demeyer : « Je veux un débat dans l'ordre »

Vice-président du PS (avec Laurette Onkelinx), Willy Demeyer, bourgmestre de Liège, calibre : « La régionalisation de l'enseignement ? Je ne suis ni pour ni contre, nous dit-il. Je suis président des socialistes wallons, je veux organiser ce débat dans l'ordre et avec méthode, pas dans l'aventure, la déstabilisation. Le chantier des idées du PS est indiqué pour cela. Wallons et Bruxellois s'y retrouveront début 2016. Moi, je me sens dans la Wallonie en mouvement plutôt que dans le mouvement wallon, et j'invite à un colloque à cet égard, le 17 novembre au parlement wallon, avec l'Institut Destrée. Je ne suis pas dans le romantisme, mais dans la gestion optimale d'une Région qui doit analyser coûts et bénéfices de ses actes et avoir une vision globale. »

D.CI